



Les États-Unis pourraient soutenir le projet visant à diviser Gaza et à reconstruire la partie contrôlée par Israël

Description

Les opposants craignent que la création de « communautés sœurs alternatives » ne conduise à une division permanente de l'enclave.

Par Simon Speakman Cordall, le 27 novembre 2025



Inondations dans le quartier d'Al-Zaytoun, bande de Gaza, 25 novembre 2025
Photographe : Yousef Zaanoun

Le département d'État américain a soutenu les projets visant à créer ce qu'il appelle des « communautés alternatives sèches » (ASC) à Gaza, dans le cadre d'un plan américano-israélien qui semble vouloir diviser l'enclave palestinienne en deux.

Un porte-parole du département d'État a confirmé à Al Jazeera qu'il soutenait l'« approche » ASC, affirmant qu'elle était considérée comme le moyen le plus efficace d'atteindre l'objectif consistant à « déplacer les populations vers des logements sèches le plus rapidement possible ».

Le projet ASC a vu le jour ces dernières semaines dans le cadre de discussions plus larges qui prévoient de diviser Gaza en une « zone verte » contrôlée par Israël et une « zone rouge » contrôlée par le groupe palestinien Hamas.

Le fonctionnement de ce plan reste flou et les détails semblent encore en cours d'élaboration, mais selon les informations publiées par le New York Times et d'autres médias, les grandes lignes prévoient que la reconstruction de Gaza n'aura lieu que dans les zones contrôlées par Israël et non dans celles où le Hamas est toujours actif.

En d'autres termes, les zones où la majorité des quelque 2,2 millions d'habitants de Gaza vivent encore, notamment la ville de Gaza et les régions centrales telles que Deir el-Balah, ne bénéficieraient d'aucune reconstruction, malgré la situation désespérée dans laquelle se trouvent les Palestiniens qui y vivent.

« Répondre au besoin immédiat de logements à Gaza [est notre] priorité occupation centrale », a déclaré le porte-parole du département d'État.

« Les efforts des États-Unis visent à reconstruire les zones de Gaza où résident actuellement la majorité de la population », a ajouté le porte-parole, sans toutefois préciser si cela signifiait que la reconstruction aurait également lieu dans les zones non contrôlées par Israël dans le cadre du plan ASC ou si les États-Unis espéraient que la majorité de la population de Gaza se déplacerait vers les zones contrôlées par Israël.

Certains documents suggèrent que les ASC seraient constitués de complexes pouvant accueillir 20 000 ou 25 000 personnes dans des unités de la taille d'un conteneur, comme celles actuellement utilisées dans le cadre des secours en cas de catastrophe. On ne sait pas encore clairement comment ces complexes pourraient être agrandis pour accueillir tous les Palestiniens de Gaza.

« Si [les États-Unis et Israël] parvenaient à mettre en place des conditions adéquates, les gens pourraient s'y installer, mais ce n'est pas faisable », a déclaré Hussein, un Palestinien de la ville de Gaza, à propos des projets américains. « Que vont-ils mettre en place, avec quelles infrastructures ? Il faudrait de l'eau, de l'électricité. Cela prendrait des années. »

Qui va payer ?

La guerre génocidaire menée par Israël à Gaza a tué plus de 69 700 Palestiniens. Aujourd'hui, plus d'un mois après le début officiel du cessez-le-feu à Gaza, des questions subsistent quant à la prochaine phase de l'accord et au début de la reconstruction à grande échelle.

Entre-temps, Israël continue de mener des attaques périodiques, tuant au moins 347 personnes depuis le début du cessez-le-feu le 10 octobre.

Pour ceux qui sont encore en vie, la situation est extrêmement difficile. Au moins 1,9 million de personnes sont déplacées à Gaza. Beaucoup d'entre elles ont dû fuir à plusieurs reprises. Quarante-deux pour cent des logements de Gaza ont été endommagés ou réduits en ruines, laissant des centaines de milliers de personnes vivre dans des tentes, une situation particulièrement précaire à l'approche de l'hiver.

La destruction des bâtiments de Gaza est le résultat des frappes aériennes et des bombardements israéliens, ainsi que d'une campagne systématique visant à démolir délibérément de vastes portions du territoire.

Le New York Times cite des responsables affirmant que le premier complexe ASC est encore loin d'être achevé. Les soldats israéliens devaient commencer cette semaine à déblayer une zone autour de ce qui reste de Rafah, dans le sud. Mais ces travaux pourraient être retardés si des tunnels, des munitions non explosées ou des restes humains étaient découverts.

Deux personnes impliquées dans le projet estiment que le coût du seul complexe initial pourrait atteindre plusieurs dizaines de millions de dollars. Au total, le coût de la reconstruction de Gaza devrait s'élever à au moins 70 milliards de dollars et prendre plusieurs décennies. La provenance des fonds nécessaires à la reconstruction n'est pas claire.

La question du financement des ASC proposés est tout aussi ambiguë. L'administration du président américain Donald Trump aurait exclu de financer leur construction, tandis que les responsables politiques israéliens n'ont pas encore confirmé leur position définitive.

Le porte-parole du département d'État américain n'a pas fait de commentaires sur le financement, et le bureau du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu n'a pas répondu à une demande de commentaires.

Construire une nouvelle Gaza

Bien que peu de Palestiniens vivent actuellement dans la zone de Gaza contrôlée par Israël, les États-Unis semblent miser sur l'idée que le développement, la sécurité et, vraisemblablement, l'accès aux soins médicaux et à la protection sociale suffiront à attirer des habitants d'autres régions de Gaza.

Mais les ambitions américaines sont compliquées par le fait que l'accès à la « zone verte » est fortement restreint pour les Palestiniens, une situation qui devrait perdurer.

Selon le New York Times, les services de sécurité israéliens seront susceptibles de procéder à des vérifications des antécédents des Palestiniens qui cherchent refuge dans les nouveaux complexes, ce qui donnerait à Israël un droit de veto sur les personnes autorisées à y entrer.

Le journal ajoute que les diplomates européens expriment leurs craintes que les critères finaux puissent exclure un grand nombre de Palestiniens, notamment les fonctionnaires, tels que les policiers et le personnel médical, qui ont travaillé sous l'administration du Hamas pendant 18 ans dans l'enclave, ainsi que les membres de leur famille.

Les agences d'aide humanitaire ont déclaré que l'idée de fournir une aide uniquement aux personnes vivant dans certaines zones, à l'exclusion des autres, allait à l'encontre des principes humanitaires.

« Nous apportons l'aide où se trouvent les gens », a déclaré Tamara Alrifai, directrice des relations extérieures de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). « Nous ne fournissons pas de services où nous aimerions que les gens se trouvent. Cela va à l'encontre de toute la philosophie de l'aide et du développement. »

« Il s'agit d'apporter les services dont les gens ont besoin où ils se trouvent, et non de créer un village artificiel et de leur imposer les services dont vous pensez qu'ils ont besoin », a-t-elle déclaré.

Division, partition et réduction de l'espace

Les responsables arabes et européens, ainsi que des organisations telles que Refugees International, ont exprimé leur inquiétude quant au fait que la division de Gaza en zones rouges et vertes pourrait ouvrir la voie à une partition permanente. Cette idée suscite également des comparaisons avec les occupations de Bagdad et de Kaboul, où les zones vertes sont devenues de véritables enclaves occidentales.

Cependant, la suggestion de diviser Gaza n'est pas entièrement nouvelle. En avril, M. Netanyahu avait évoqué des plans visant à « diviser » Gaza en construisant un nouveau corridor de sécurité contrôlé par Israël entre Rafah et Khan Younis, laissant entendre qu'Israël se préparait à séparer les deux villes.

Pas plus tard qu'en septembre, le ministre israélien des Finances d'extrême droite, Bezalel Smotrich, a qualifié Gaza de « pactole immobilier », déclarant à son auditoire qu'il était en négociation avec les Américains sur la manière de diviser l'enclave après la guerre.

Smotrich et d'autres dirigeants des colons israéliens ont constamment appelé Israël à créer des colonies illégales pour les Israéliens juifs à Gaza et à forcer la population palestinienne à partir, ce qui reviendrait à un nettoyage ethnique.

« Comment peut-on diviser ce territoire ? », a demandé Yossi Mekelberg, de Chatham House, dans une question rhétorique. « On ne peut pas entasser deux millions de personnes dans un espace encore plus petit que celui où elles vivent déjà. »

« Imposer une solution israélienne ou américaine à Gaza ne fonctionnera tout simplement pas. Si vous voulez obtenir des résultats durables, vous devez commencer par comprendre l'histoire, la culture et les traumatismes de Gaza », a ajouté Mekelberg. « Les Palestiniens doivent faire partie de tout accord, sinon celui-ci ne sera jamais stable. »

À Gaza, les informations concernant les projets américains et israéliens pour l'avenir des Palestiniens ne rassurent guère une population meurtrie et déplacée après deux ans d'attaques israéliennes.

« Personne ne nous a consultés. Personne n'a réfléchi aux besoins des gens d'ici », a déclaré Hussein. « Qu'en est-il des maisons et des terres des gens ? Doivent-ils simplement les abandonner pour aller vivre dans un conteneur ? »

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine
Source : [Al Jazeera](#)

date créée
2025/11/28